

## CHAPITRE IX

### EXPÉRIENCES MANQUÉES

Quiconque réclame au nom de l'esprit moderne la réforme des programmes est sûr de s'entendre répondre : « On a essayé : on n'a pas réussi. Ce » que vous demandez se fait sous nos yeux, et » ne donne point de brillants résultats. La bifurcation a échoué : l'enseignement spécial ne » fournit pas à la société française une élite intellectuelle qui lui suffise. » Il faut donc dire quelques mots et de la bifurcation et de l'enseignement spécial.

C'est au commencement du second Empire que M. Fortoul partagea la jeunesse des lycées en deux sections ; avant la chute de Napoléon III,

l'œuvre était jugée, condamnée, presque abolie. Eût-elle été mieux conçue, qu'on ne l'eût pas moins attaquée en haine du prince qui l'avait consacrée, et du ministre qui l'avait proposée. Rien de bon ne pouvait venir d'un homme qui s'était laissé confier la tâche d'abaisser l'Université dont il sortait, et de faire sentir à ce grand corps la main d'un pouvoir hostile. Les auteurs de cette réforme obéissaient à un double sentiment. Le désir de lancer la nation dans la voie du progrès matériel leur donnait une vague conscience des besoins du siècle, mais ils cédaient plus encore à la défiance légitime que leur inspiraient les belles-lettres. C'était le temps où des magistrats se donnaient des titres à la faveur du maître en écrivant de lourds pamphlets contre Tacite, et d'impudentes plaidoiries en faveur de l'empereur Néron. C'était le temps où l'Académie française, conservant la dernière tribune où l'esprit de liberté pût se faire entendre, rendait l'éloquence et le goût suspects aux courtisans de César.

Ce que M. Fortoul enlevait au grec et au latin, il ne le donnait qu'aux sciences : on les jugeait inoffensives. Mais ni l'histoire, ni la géographie,

ni les langues vivantes n'obtenaient une part suffisante dans les nouveaux programmes. C'était une réforme incomplète et, à beaucoup d'égards, absurde. A quoi bon faire commencer le grec deux ans seulement avant la date où il était permis d'y renoncer? A quoi bon maintenir le latin obligatoire pour offrir à la moitié des élèves la faculté d'en savoir le moins possible? Conserver une étude et l'affaiblir, ce n'est pas améliorer les programmes, c'est organiser la décadence. M. Fortoul l'avait sans doute compris.

Comme la bifurcation ne s'opérait qu'à l'entrée de la troisième, les élèves qui, jusque-là, n'avaient point brillé, prirent leur absence de vocation littéraire pour une vocation scientifique, et les derniers de la classe de quatrième se mirent dans la section des sciences, tandis que les meilleurs, habitués à réussir, restaient fidèles aux lettres. Quand une route nouvelle s'offre à moitié chemin, il y a bien des chances pour que les traîneurs et les éclopés s'y jettent en foule. Toute bifurcation doit avoir pour effet de donner l'avantage à ceux qui persévèrent sur ceux qui changent de voie, parce que le succès engage à la persévérance, et l'insuccès, au changement.

On peut marquer la séparation plus tôt ou plus tard, la faire plus complète, débarrasser la branche scientifique d'un latin parasite et chétif : le résultat sera toujours le même ; les forts en thème resteront fidèles au thème, et les forts en thème ce sont, en général, les forts. Si l'on excepte les vocations indiquées par la nature ou imposées par la volonté des parents, les bons écoliers choisiront la section qui leur apparaîtra comme la continuation de leurs premiers travaux, et l'on s'efforcera vainement d'établir entre les deux sections une égalité chimérique.

L'inégalité serait plus grande encore si l'on faisait de l'entrée dans la section littéraire le prix d'un concours, soit que les vaincus quittent le collège, soit qu'on les déverse dans une section commerciale et industrielle, qui serait plus que jamais le refuge des pécheurs. Dans le premier cas, l'enseignement serait divisé en deux ou trois étages qui formeraient chacun un tout complet. Il en résulterait ou que l'on ferait commencer le latin à des élèves qui ne doivent jamais le savoir, ou qu'on le ferait commencer trop tard aux autres. Dans le second cas, il serait choquant d'instituer officiellement des classes de refusés,

et d'offrir, au nom de l'État, à un certain nombre de professions, un recrutement de seconde classe. Le budget ne saurait être employé à passer la jeunesse au crible pour le plus grand profit des fonctions publiques et du barreau, au détriment des métiers utiles. Si nous tenons à faire quelque emprunt aux Chinois, nous pouvons mieux choisir.

L'enseignement secondaire supporterait mal d'être ainsi découpé en tranches plus ou moins indépendantes et superposées. Il est malaisé de tracer un chemin qui atteigne le but : viser deux ou trois buts différents, c'est compliquer le problème au point de le rendre insoluble. Ce qu'on enseigne également aux enfants qui doivent partir bientôt et à ceux qui doivent rester longtemps encore, on ne saurait l'enseigner de la même façon, sous peine de sacrifier les uns ou les autres. Donnez-moi huit ans de collège et un certain nombre de matières à répartir : je rédigerai le programme selon les âges et selon les rapports que ces matières ont entre elles, faisant appel un peu plus à la mémoire pour commencer, un peu plus au raisonnement pour finir ; je prendrai soin de varier et de mêler les travaux pour écar-

ter la fatigue et l'ennui. J'étendrai l'étude des langues sur les huit années ; je ramasserai celle des sciences dans les deux ou trois dernières : je diviserai l'histoire et la géographie de manière à en faciliter l'intelligence. Je saurai que rien de ce qui est différé n'est perdu, que j'ai du temps et du crédit. Supposez, au contraire, qu'il faille disposer les cours pour qu'ils forment deux ou trois tous complets emboîtés l'un dans l'autre : comment concilierai-je les intérêts de ceux qui s'en vont, et qui ont besoin de posséder certaines connaissances, avec les intérêts de ceux qui restent, et qui acquerront mieux ces connaissances à un âge plus avancé ? Un des plus graves défauts de l'enseignement primaire, c'est qu'il faut apprendre aux enfants de douze ans ce qu'ils ne comprendront bien que plus tard, jeter dans leur mémoire des semences destinées à germer quand ils auront quitté les bancs, et qui risquent d'être desséchées auparavant. On ne peut guère lancer de jeunes Français dans la vie sans leur avoir donné quelque idée de l'histoire moderne de la France, des institutions nationales, du droit usuel. Il vaudrait bien mieux attendre : mais les élèves vont s'échapper ; il faut bien les

pourvoir du bagage indispensable, bien qu'il soit encore trop lourd pour leurs épaules. Faut-il infliger à l'enseignement secondaire cette gêne inutile? Ce n'est qu'aux animaux d'ordre inférieur qu'on peut couper la tête et la queue sans les faire périr. Ce serait un système d'éducation inférieur que celui qu'on pourrait arrêter où l'on voudrait. Une éducation est comme un drame dont le plan ne souffre point de mutilation, et qui ne saurait comporter deux ou trois dénouements successifs. Si vous n'êtes pas sûr d'aller jusqu'au bout, cherchez une pièce plus courte, mais n'exigez point que je vous dise mon dernier mot à la fin de chaque acte.

C'est pourtant cette méthode des programmes à étages qu'ont adoptée les fondateurs de l'enseignement secondaire spécial. Mais cet hybride a bien d'autres défauts. Il n'est ni secondaire ni spécial, mais simplement primaire. On l'a logé sous le même toit que l'enseignement classique, comme pour en recueillir les épaves. Un collège Chaptal, une école Turgot, peuvent être des maisons florissantes et donner une instruction solide. Mais si vous installez dans les mêmes murs les « Latins » et les « Français, » on ne verra dans

ceux-ci que des enfants à qui manque ou l'intelligence, ou le goût des belles choses, ou le loisir sans lequel il n'est point de forte éducation. Deux ans, trois ans, quatre ans même, et c'est, je crois, le maximum, ne suffisent pas pour acquérir des connaissances qui balancent le baccalauréat. Voué d'avance à la faiblesse et à l'humilité, l'enseignement spécial n'a point tenté, sauf exception, les maîtres les plus distingués; l'émulation et le stimulant de l'amour-propre manquaient à ses professeurs; les grandes espérances manquaient à ses élèves. On ne leur ouvrait point de débouchés officiels; parce que les carrières dont dispose l'État sont déjà encombrées par des jeunes gens plus instruits.

Cependant on reconnaît que M. Duruy a bien mérité du pays, que son œuvre donnait satisfaction à l'un des vœux de l'opinion publique. C'était un pas vers l'avenir, et l'esprit qui régnait dans les hautes régions ne permettait sans doute pas une réforme plus hardie. Aujourd'hui on réclame des réformes; on demande que les professeurs de l'enseignement spécial soient les égaux des professeurs de l'enseignement classique. L'égalité ne se donne pas: il faut la conquérir. On parle d'un

baccalauréat spécial : le diplôme importe bien moins que les études qui y mènent, que les épreuves qui l'enlèvent. Donnez-nous des maîtres savants, des élèves qui aient du temps devant eux, des programmes assez étendus pour qu'on ne les confonde pas avec ceux de l'école primaire; donnez-nous, en un mot, un enseignement secondaire sans grec ni latin, mais avec des compensations pour le grec et le latin, et vos nouveaux bacheliers pourront exhiber leur diplôme sans en rougir : on ne le prendra plus pour un brevet de demi-ignorance.

Le jour où il existera un enseignement secondaire aussi élevé que l'enseignement classique, celui-ci courra grand danger. En attendant, on ne peut dire qu'il ait vaincu, tant qu'on ne lui oppose qu'un rival débile, d'avance humilié et sacrifié.

## CHAPITRE X

### LE LATIN ET LES ÉCOLES SPÉCIALES

Dans certains pays l'enseignement secondaire n'est que la préparation à l'enseignement supérieur ; on ne sort du collège que pour entrer à l'Université. Chez nous le collège doit fournir une instruction complète, ou qui passe pour telle ; un bachelier est un homme, ou peu s'en faut. Quant à nos Facultés, qui remplacent mal les Universités de nos voisins, elles partagent avec les écoles spéciales le privilège d'ouvrir la porte des carrières lucratives. Les hautes études sont en France moins libérales et plus utilitaires que les études secondaires. Si l'on condamne l'enfance à des travaux également ingrats et stériles, la jeunesse